

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 487

Artikel: Lex Furgler : mise à l'encan du sol national : une porte doit être ouverte ou fermée
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016357>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

INFORMATION

Nous vivons en une époque tourmentée, incertaine, où les devises de la plupart des pays ont tendance à s'effondrer, où les gouvernements sont instables, où le communisme gagne du terrain, menaçant de bouleverser la vie des nations occidentales. Chacun s'interroge sur la manière de sauver ses économies, de les préserver de l'inflation, de la « nationalisation » éventuelle. Les placer dans ce pays d'ordre et de paix qu'est la Suisse, à la monnaie forte, devient de plus en plus difficile. Le gouvernement fédéral limite l'entrée des capitaux étrangers et les frappe d'un intérêt négatif. **L'unique valeur sûre est la propriété foncière**, mais la vente d'immeubles aux personnes domiciliées hors du pays est interdite presque partout.

Il y a pourtant une belle région qui n'est pas encore frappée par cette interdiction : celle d'**Evolène**. Profitez d'y acheter un chalet, un appartement ou un terrain pendant qu'il en est temps : **leur valeur ne pourra que s'accroître** au fur et à mesure que se réaliseront les projets en cours pour compléter l'équipement touristique.

L'AGENCE IMMOBILIERE „**EVOLENA**”

vous offre un grand choix de logements confortables à **Evolène, La Tour, Les Haudères, Villa, La Sage, La Forclaz, Ferpècle, Arolla**, etc., dans des sites enchanteurs, où il fait bon se réfugier lorsque les soucis sont trop lourds, au milieu d'une population accueillante et honnête.

Dirigée par un ancien président de la commune, cette agence est à votre disposition pour vous conseiller utilement et loyalement, pour vous aider dans toute la mesure du possible. Elle s'occupe également de la **gérance et de la location de chalets et appartements**. Ayez confiance en elle, exposez-lui vos désirs, vous n'aurez pas à le regretter car elle ne se borne pas à vendre, elle prend soin des intérêts de ses clients en toutes circonstances et est à même de procurer des arrangements financiers intéressants. **Discretion absolue.**

Vous avez déjà beaucoup tardé : pouvez-vous calculer combien vous auriez gagné en achetant plus tôt ? N'hésitez pas davantage, adressez-vous de suite à

Jean Maistre

case postale 15, CH - 1968 Evolène.

Bureau en bordure de la route de transit dominant le village d'Evolène.

Téléphone (027) 83 14 74 ou 83 13 59.

LEX FURGLER

Mise à l'encan du sol national : une porte doit être ouverte ou fermée

L'acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger est un problème qui préoccupe les autorités fédérales depuis bientôt vingt ans. Une législation provisoire tout aussi ancienne, renouvelée de cinq ans en cinq ans, a été adaptée, renforcée et pourtant elle ne satisfait ni les partisans d'un contrôle strict — ils la trouvent trop lacunaire, facile à tourner — ni les régions touristiques — dans la conjoncture actuelle elles voient leur salut dans les capitaux étrangers —.

Au début de cette année le conflit est apparu au grand jour une nouvelle fois à l'occasion d'une tentative de l'administration fédérale d'introduire des quotas cantonaux : chaque canton disposerait d'un nombre fixe d'autorisations à accorder chaque année aux acquéreurs immobiliers domiciliés à l'étranger. Tollé dans les cantons touristiques : Berne chercherait à les étrangler. Parallèlement un groupe d'experts prépare pour 1982 une base légale permanente. En toile de fond, une initiative populaire lancée par l'Action nationale de Valentin Oehen et plusieurs interventions parlementaires de la gauche à la droite de l'éventail politique, qui toutes prêchent la sévérité.

Alors comment débrouiller cet écheveau d'intérêts multiples — survie des régions à monoculture touristique, protection du paysage et aménagement du territoire — ?

Comment résoudre ce problème qui prend de plus en plus l'allure d'un affrontement entre les centres riches et industriels et la périphérie condamnée à se vendre pour prolonger sa survie ? (ci-contre un prospectus distribué aux hôtes étrangers)

Les faits établis tout d'abord. D'une part le territoire suisse agit comme un aimant sur les ressortissants étrangers qui disposent de moyens financiers confortables : spéculation, fraude fiscale, placements sûrs, voilà comment se traduit cette attraction. D'autre part, dans une Suisse prospère, on assiste à l'appauvrissement relatif mais continu de certaines régions du pays.

Dès 1961, la législation sur l'acquisition d'immeubles a été voulue comme un instrument de politique foncière. Mais l'instrument choisi n'est pas adéquat ; tout d'abord la législation est hypocrite : elle contient une multitude de « trous » et de portes entre-ouvertes qui empêchent l'objectif d'être atteint. Ensuite il est probable qu'elle ne saisit pas le problème par le bon bout.

Cette loi définit des boucs émissaires même si elle ne leur fait pas la vie dure. Est-ce que la spéculation sur le sol est le seul fait des étrangers? Les accapareurs qui viennent de tous les azimuts sont fort utiles pour masquer les insuffisances de notre politique: aménagement du territoire, logement, tourisme, agriculture, industrie, c'est tout cela qui est en question.

Où sont les actions concertées pour un développement économique diversifié et équilibré, donc une richesse mieux répartie dans tout le pays? A quand la maîtrise collective du sol? Au lieu de cela quelques propriétaires et spé-

culateurs qui s'enrichissent dans des régions qui s'appauvrissent — la situation financière de certaines communes touristiques est lamentable —, un conflit aigu entre la Confédération et plusieurs cantons. Au-delà des résonnances nationalistes, la "mise à l'encan du sol", c'est notre incapacité à gérer collectivement l'occupation de notre sol et notre développement économique qui est mise en évidence. Replacée dans cette perspective, la législation en question apparaît comme un outil complémentaire, et non pas, comme la solution définitive, le fin du fin de la protection de notre patrimoine foncier.

COURRIER

Les juges et Manpower

DP 485 ("Manpower la vérité temporaire"): nous faisons état d'une précision donnée par l'Inspectorat genevois du travail au sujet du délai de congé applicable aux travailleurs intérimaires, qui sont, comme on sait, congédiables dans les quarante-huit heures, quelle que soit leur "ancienneté". Un usage en flagrante contradiction avec les dispositions du Code des Obligations (CO) en ce qui concerne les travailleurs dont le contrat a duré plus d'un an; répétons cette réaction du dit Inspectorat: "Toutes les entreprises de travail temporaire sont, à notre connaissance, en infraction avec cette disposition du CO, puisque pour elles une nouvelle mission équivaut à un nouveau contrat".

Un lecteur fribourgeois attentif nous fait remarquer que le Tribunal fédéral des assurances semble avoir, en quelque sorte, donné son blanc-seing à cette pratique des entreprises de travail temporaire! Et de nous citer à l'appui de sa remarque "Droit du travail et assurance-chômage" 3/1975 (pages 69/70), la cause Xavier Münger du 7 juillet 1975. Voilà donc les

phrases des juges lucernois qui font autorité en la matière: "En ce qui concerne les membres du personnel de Manpower SA ou d'institutions semblables, ils se mettent à disposition de l'employeur pour accomplir chez des tiers des missions temporaires qui constituent chacune un contrat de travail de durée limitée entre le travailleur et l'institution. Une mission peut être séparée de celle qui la pré-

DOMAINE PUBLIC

Merci !

Merci à tous ceux qui nous ont déjà renouvelé leur confiance pour l'année en cours: une partie des bases nécessaires à la poursuite de l'amélioration de la formule "Domaine Public" sont d'ores et déjà acquises.

Nous attendons avec confiance que les "retardataires" se manifestent (le plus tôt sera le mieux, pour le plus grand soulagement de l'administration que guette la fièvre traditionnelle des "rappels"): les abonnés, et eux seuls, font vivre DP.

PS1. Bientôt des nouvelles de l'"opération 500 nouveaux abonnés pour DP 500": les

cède par une période d'inactivité plus ou moins longue"...

Soit! Il sera encore plus long et plus délicat qu'on pouvait le croire de rétablir les travailleurs temporaires dans leurs droits élémentaires.

BAGATELLES

La Migros ne finance pas seulement l'Alliance des Indépendants. Au cours d'un débat, à Berne, M. Pierre Arnold a révélé que la caisse électorale de "Jeune Berne" avait reçu 5000 francs pour les élections cantonales de 1978. Pourquoi les partis doivent-ils mendier?

* * *

Pas de chance pour les partisans du "Berufsverbot"(interdiction de pratiquer sa profession) à Köniz près de Berné! Après avoir élu comme institutrice une autre candidate que celle proposée par la commission scolaire, qui avait le malheur d'être une militante du POCH, ils ont dû enregistrer le refus de leur élue qui, entre temps, avait été nommée dans une autre commune et avait accepté. Tout est à recommencer, mais la répression reste suave!

premiers envois "à l'essai", à partir de vos suggestions, sont partis il y a deux semaines. Si vous avez de nouveaux noms à nous communiquer, n'hésitez pas; il est toujours temps.

PS2. Une question revient de temps à autre au dos des "bulletins verts" que nous recevons: que signifient ces quelques signatures qui figurent au générique de première page. Réponse: ils manifestent que "Domaine Public" est avant tout un travail de réflexion collective; tous les collaborateurs du journal ne peuvent pas signer, pour des raisons diverses (la liberté d'expression est chose relative, en doutiez-vous?), et les signatures sont en quelque sorte la pointe visible d'un iceberg de responsabilités rédactionnelles assumées en commun...